

Dominique Strauss-Kahn sur la dette grecque Samuel Laurent, *Le Monde.fr*, 27 octobre 2011

La phrase a été quelque peu oubliée. Elle avait pourtant fait du bruit. Le 18 septembre, Dominique Strauss-Kahn donnait à TF1 [une interview-vérité](#), essentiellement consacrée à ses ennuis judiciaires, mais pas seulement. L'ex-président du FMI y évoquait également la crise grecque, et proposait une solution.

"La dette de la Grèce (...) il faut la réduire à tout prix. À tout prix, sauf, au prix de la stagnation, voire de la récession. Alors, le chemin de crête est difficile (...) les européens ont du mal à le suivre (...) parce qu'ils ne veulent pas prendre la mesure de l'ampleur du problème (...) On peut dire, les Grecs paieront tout seuls. Mais ils ne peuvent pas. Ou on peut dire, parce que nous sommes dans une Union, que nous allons partager cela (...) Le problème c'est que pour ça, il faut accepter de reconnaître qu'il faut "prendre sa perte". Il y a une perte, il faut la prendre". Dominique Strauss-Kahn jugeait que "pour prendre la perte, tout le monde doit la prendre. Les États, vous avez raison, et les banques".



Cette sortie de Dominique Strauss-Kahn avait aussitôt déclenché les foudres de François Fillon. En meeting à Pons, en Charente-Maritime, le 19 septembre, le premier ministre avait fortement critiqué l'idée de M. Strauss-Kahn, qu'il qualifiait "d'irresponsable". "Cela signifie que le laxisme budgétaire d'un Etat est financé par les autres, cela signifie des pertes pour tous les pays qui ont prêté à la Grèce", jugeait-il.

Et le premier ministre d'ajouter : "Certains dans leur panique envisagent de couvrir ou d'exclure tel pays incapable d'assumer les contraintes de la monnaie unique (...) Ceux qui jouent avec l'idée que l'Europe renonce au remboursement des prêts consentis à la Grèce, bref 'prenne ses pertes', ont-ils réfléchi aux conséquences de ce type de décision ? Ceux qui mettent en avant cette solution pensent qu'il s'agit d'une recette miracle qui allègerait la contrainte qui pèse actuellement sur la Grèce. Mais rien n'est moins certain."

Pour François Fillon, alors, "si la Grèce faisait défaut sur ses engagements, ce serait à court terme plus de difficultés pour ce pays, avec une récession encore plus sévère, avec un chômage encore plus élevé, et des difficultés supplémentaires pour trouver à l'extérieur les sources de financement dont il a besoin pour se redresser".

L'accord de mercredi proche de la solution décrite par DSK

Au-delà de la rivalité politique et de l'attaque contre un ex-adversaire putatif, François Fillon visait aussi, dans cette sortie musclée, à assurer que la France avait toute confiance dans le plan de sauvetage grec adopté le 21 juillet et attaqué par les marchés, qui doutaient de la capacité de la Grèce à tenir ses engagements de réduction du déficit et à rembourser ses emprunts. La solution d'un effacement de la dette était alors refusée en bloc par la BCE et la France.

Un peu plus d'un mois après l'intervention du premier ministre contre "DSK", la donne a fortement changé. Le poids des mesures de rigueur nécessaires au remboursement de la dette enfoncent la Grèce dans la récession. D'où la décision européenne de prendre en charge une partie de cette dette, un choix proche de la stratégie alors exposée par DSK, entre autres. L'accord européen signé dans la nuit du 25 au 26 octobre prévoit l'effacement de la moitié de la dette grecque, qui sera en partie réglée par les banques, pour 100 milliards d'euros, et en partie aussi réglée par les Etats, qui vont devoir abonder le Fonds européen de stabilité financière, à hauteur de 130 milliards d'euros.

De fait, donc, si la Grèce n'est pas en "défaut" au sens financier, elle a bien *"fait défaut sur ses engagements"*, pour reprendre les mots de François Fillon. Et l'Union européenne a bel et bien accepté de prendre en charge une partie de la dette de ce pays, qui reste confronté à une période de rigueur sévère. Le scénario de récession redouté par le premier ministre reste donc possible. L'accord européen, jugé inachevé et qui fait appel à l'aide des pays émergents, soulève nombre de questions. Il n'en reste pas moins que le plan *"irresponsable"* proposé par DSK a finalement été en partie mis en place.

Matignon a tenu à préciser au Monde.fr que le premier ministre visait dans son discours le fait que DSK évoquait lors de son interview un abandon des créances grecques par les Etats, et que c'est cet abandon que le premier ministre visait. Ses services indiquent que le plan conclu dans la nuit de mercredi 26 à jeudi 27 octobre ne conduit pas à l'abandon de ces créances détenues par les Etats. Dont acte.

Toutefois, les Etats européens vont, au terme de l'accord, financer 100 milliards d'euros de prêt supplémentaire à la Grèce, et pourraient être amenés à aider les banques affaiblies par l'annulation d'une partie des créances d'Athènes. De fait, la Grèce se trouve dans une situation de tutelle très proche d'un défaut de crédit. Et les banques et l'Europe sont bel et bien en train de *"prendre leurs pertes"*, même si celles-ci pourront être, à terme, remboursées par Athènes.